



Demande **d'autorisation préfectorale** de construire et d'exploiter une canalisation de transport de gaz naturel

Demande de **déclaration d'utilité publique**



PROJET MONTECH

PIECE 1 – IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE

PIÈCE 1

Identification du pétitionnaire

-

Capacités techniques, économiques et financières

Projet Montech

CANALISATION DN 80 BRESSOLS – MONTECH GRDF

BRANCHEMENT DN80 MONTAUBAN ZI PARAGES

BRANCHEMENT DN80 EMISSION EX SINERG A MONTECH

*Communes de Montech, Lacourt-Saint-Pierre, Bressols et
Montauban*

Département du Tarn-et-Garonne (82)

Rev.	Statut	Date	Révision	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
1	APV	16/04/2021	Édition préliminaire	Y.PANDELES (TEREGA)	S.FRANCOIS (TEREGA)	Y.PANDELES (TEREGA)

Direction Projets d'Infrastructure
Département Etudes et Projets

Référence du document : 287648
Projet suivi par **Yoann Pandeles**

TERÉGA S.A.

Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 20522 • 64010 Pau Cedex
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • www.terega.fr

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841

PREAMBULE

Extraits du Code de l'environnement :

Art. R. 555-8.-La demande d'autorisation de construire et exploiter une canalisation de transport est accompagnée d'un dossier, fourni en autant d'exemplaires que demandé par le préfet ou le préfet coordonnateur de l'instruction pour assurer les consultations prévues par la présente section et, le cas échéant, la section 3, et comportant les pièces suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénom et domicile ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ; il est accompagné, pour les canalisations de transport de gaz relevant de la mission de service public définie à l'article L. 121-32 du code de l'énergie, de la justification de l'existence d'un siège social en France ou dans un État membre de l'Espace économique européen et de la désignation d'un représentant fiscal en France ;

2° Un mémoire exposant les capacités techniques, économiques et financières du pétitionnaire. Ce mémoire comporte une description des moyens dont le pétitionnaire dispose ou qu'il s'engage à mettre en œuvre en termes d'organisation, de personnels et de matériels

Art. R. 555-9.- La demande d'autorisation est complétée par les pièces suivantes, le cas échéant :

5° Pour les canalisations de transport dont l'autorisation de construire et exploiter est délivrée après enquête publique, les trois derniers bilans et comptes de résultats de l'entreprise ou, le cas échéant, les déclarations bancaires appropriées, ces pièces n'étant pas jointes au dossier soumis à l'enquête publique ; toutefois, ces pièces ne sont pas exigées si le pétitionnaire a fourni ces documents à l'appui d'une demande présentée dans le même département depuis moins d'un an.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU PÉTITIONNAIRE	5
2	PRÉSENTATION DE TERÉGA	5
2.1	Gouvernance	6
2.2	Instances de gouvernances	7
2.2.1	Assemblée Générale	7
2.2.2	Conseil d'Administration	7
2.2.3	Direction Générale	7
2.3	Capacités économiques et financières	7
3	CAPACITÉS TECHNIQUES	8
3.1	Description de la Direction des Opérations (DOP)	9
3.2	Description de la Direction Projets d'Infrastructure (DPI)	11
3.3	Description de la Direction Commerce et Régulation (DCR)	12
3.3.1	Principales Interfaces Externes	13
3.3.2	Pilotage de la relation avec les parties prenantes stratégiques	13
4	ANNEXES	14

1 IDENTIFICATION DU PÉTITIONNAIRE

DÉNOMINATION SOCIALE : TERÉGA

FORME JURIDIQUE : Société anonyme

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL : 40 avenue de l'Europe, CS 20522, 64010 PAU CEDEX

QUALITÉ DU SIGNATAIRE DE LA DEMANDE : Yoann PANDELES, Responsable projets, Direction Projets d'Infrastructures.

Le KBis de l'entreprise est disponible en annexe 1.

Les 3 derniers bilans et comptes de résultats sont disponibles en annexe 2.

2 PRÉSENTATION DE TERÉGA

Teréga (anciennement TIGF) possède une expérience de plus de 70 ans en matière de transport de gaz naturel par canalisation et dispose, à ce jour, d'un réseau de plus de 5 000 km de canalisations de transport de gaz naturel de diamètres compris entre 25 et 900 mm, exploité à une Pression Maximale de Service (PMS) allant jusqu'à 85 bar, réparti sur les 15 départements suivants du Sud-Ouest de la France :

- | | |
|------------------------|-----------------------|
| - Pyrénées-Atlantiques | - Aude |
| - Landes | - Tarn |
| - Gironde | - Lot |
| - Gers | - Aveyron |
| - Haute-Garonne | - Tarn et Garonne |
| - Lot et Garonne | - Pyrénées-Orientales |
| - Hautes-Pyrénées | - Cantal |
| - Ariège | |

Le réseau de transport de Teréga est de deux types, le réseau de grand transport et le réseau régional :

- Le réseau de grand transport dispose généralement d'une PMS de 80 à 85 bar et assure principalement le transit de gaz entre les réseaux des transporteurs adjacents situés en France et en Espagne. Il permet également l'alimentation des stockages de Lussagnet et Izaute.
- Le réseau de transport régional généralement exploité à une PMS de 66,2 bar est quant à lui dimensionné en fonction des consommations en gaz de la zone géographique couverte par Teréga. Il permet d'acheminer le gaz jusqu'aux consommateurs industriels raccordés directement au réseau de Teréga ou jusqu'aux réseaux de distribution publique alimentant les consommateurs grâce à environ 500 postes de livraison.

Teréga opère **deux stockages souterrains de gaz naturel** en nappe aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et Izaute (Gers).

Ces stockages représentent près d'un quart des capacités françaises (6,5 Gm³) et alimentent en gaz naturel l'ensemble du réseau Teréga et une partie des autres réseaux français et européen.



Figure 1 : Carte du réseau de Transport de Teréga

2.1 GOUVERNANCE

Jusqu'au 30 juin 2002, les ouvrages de transport de Gaz du Sud-Ouest (GSO) étaient construits et exploités sous le régime des concessions.

En application de l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 (loi n°2001-1276 du 28 décembre 2001), GSO a acheté à l'État le réseau de transport de gaz naturel susvisé et en est devenu propriétaire.

Dans un marché gazier en pleine mutation suite à la libéralisation et son ouverture à la concurrence, GSO devient TIGF (Total Infrastructures Gaz France) le 1er janvier 2005. Cette société reprend les activités Transport opérées par GSO auxquelles ont été adjointes les activités de stockage exercées par la société Total Stockage Gaz France (TSGF).

Dans le cadre de la transposition de la Directive 2009/73/CE du 13 juillet 2009, la dénomination sociale de TIGF change en « Transport et Infrastructures Gaz France ». Le 5 avril 2013 TIGF est cédé par Total à un consortium d'entreprises constitué par l'opérateur de transport et de stockage de gaz italien SNAM, le fonds de l'État de Singapour GIC et EDF.

En 2015, le consortium finalise l'entrée d'un nouveau membre, Crédit Agricole Assurances, qui détient désormais 10% du capital de Teréga. À ce jour, le capital de Teréga est donc contrôlé par SNAM (40,5%), GIC (31,5%), EDF Invest (18%) et Crédit Agricole Assurances (10%).

En mars 2018, dans un monde de l'énergie qui connaît des bouleversements majeurs, TIGF devient Teréga avec la conviction que le gaz s'impose comme une énergie d'avenir, capable d'accélérer la transition énergétique.

2.2 INSTANCES DE GOUVERNANCES

2.2.1 Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est composée des actionnaires de Teréga SA. Ses missions principales sont :

- Approuver les états financiers,
- Nommer les membres du Conseil d'Administration et fixer leur rémunération,
- Arbitrer sur le montant des dividendes distribués,
- Désigner les Commissaires Aux Comptes (CAC).

Elle se réunit autant de fois que nécessaire avec au minimum une Assemblée Générale par an.

2.2.2 Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Teréga SA est composé d'administrateurs représentant les actionnaires. Sa mission est de :

- Déterminer les orientations stratégiques de l'entreprise et veiller à leur implémentation,
- Définir la politique de financement de l'entreprise incluant l'approbation du Budget et du Plan Long Terme,
- Contrôler la qualité de l'information fournie aux actionnaires et aux marchés,
- Fixer la rémunération des dirigeants et nommer ou révoquer les dirigeants mandataires sociaux,
- Définir les modes de gouvernance statutaires de l'entreprise.

Pour prendre ses décisions, le CA s'appuie sur 2 organes consultatifs d'assistance issus du CA que sont le Comité d'Audit et le Comité des Nominations et Rémunérations.

2.2.3 Direction Générale

La Direction Générale est nommée par le Conseil d'Administration. Sa mission est de :

- Définir et assurer l'atteinte des objectifs stratégiques de l'Entreprise,
- De mettre en place l'organisation et de définir les moyens pour atteindre les objectifs,
- D'animer et de coordonner l'action des différentes composantes de l'Entreprise,
- Représenter l'Entreprise vis-à-vis de l'extérieur.

2.3 CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Teréga est une société anonyme dont le capital s'élève à 17 579 088 €. En 2019, Teréga a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 500 M€.



Figure 2: Chiffre d'affaires et investissements pour l'année 2019

3 CAPACITÉS TECHNIQUES

Pour remplir ses missions de construction, d'entretien et d'exploitation de son réseau de transport de gaz naturel, Teréga s'appuie principalement sur trois directions :

- **La Direction des Opérations (DOP)** a pour mission d'opérer et de maintenir les infrastructures de transport et de stockage et d'assurer les services associés vendus par l'Entreprise. La DOP pilote ces activités dans le but d'assurer une qualité de service maximale aux Clients et dans le respect des objectifs 3SE (Santé, Sécurité, Sûreté et Environnement) de l'Entreprise. La DOP agit au plus près des parties prenantes dans la mesure où elle délivre les services vendus par l'Entreprise. Elle assure l'expertise technique liée aux installations de transport et stockage et construit et déploie les standards de Teréga.
La DOP appuyée par la Direction Communication (DCOM) assure la bonne représentation de Teréga auprès des institutions référentes et contribue à animer la relation opérationnelle avec les clients en coordination avec la Direction Commerce et Régulation (DCR).
- **La Direction Projets d'Infrastructures (DPI)** de Teréga a pour mission de développer l'infrastructure industrielle de Teréga. La DPI est en charge de porter les dossiers des projets d'infrastructures ayant fait l'objet d'une décision d'étude ou de réalisation ou d'une participation à appel d'offre, et de les piloter jusqu'à leur mise en service dans le respect des coûts, de la qualité, des délais et des règles de sécurité.
- **La Direction Commerce et Régulation (DCR)** a pour mission principale d'assurer le développement des infrastructures, des offres et des services de Teréga dans le but d'améliorer son positionnement commercial et de répondre aux besoins du marché. La DCR est garante de la promotion de ces offres et services auprès des clients. Elle assure les négociations et définit le cadre de la commercialisation des services de Stockage et de Transport de l'Entreprise. En tant qu'entité commerciale, la DCR est l'interface privilégiée avec les clients historiques et prospects.

Les missions remplies par ces trois directions sont décrites ci-après.

En support à ces directions :

- **La Direction Santé, Sécurité, Sûreté et Environnement (D3SE)** définit les politiques et les systèmes de santé, de sécurité, de sûreté et de protection de l'environnement au sein de l'Entreprise afin de prévenir les atteintes à la sécurité des personnes ou à leur santé, les atteintes à l'environnement et la survenue d'accidents majeurs. La D3SE pilote également la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).
- **La Direction Finance et Achats (DFA)** est en charge de définir et de piloter la performance économique et financière de Teréga S.A. Elle garantit la mise à disposition de ressources financières nécessaires à l'atteinte des ambitions de l'Entreprise, assure en soutien de la Direction Générale la relation avec les actionnaires. Elle met à disposition de l'Entreprise les biens et les services externes dont elle a besoin.
- **La Direction des Ressources Humaines-Secrétariat Général** a pour mission d'optimiser les capacités de l'organisation par le développement des Ressources Humaines et la gestion des conditions de travail afin de maximiser l'attractivité, le maintien et le développement des compétences. La DRH-SG garantit également la sécurisation du risque juridique et le respect des règles statutaires de gouvernance de l'entreprise.
- **La Direction Transformation Digital et Performance (DTDP)** a pour mission de piloter et d'optimiser la performance du système de management de Teréga en animant et simplifiant les politiques et les systèmes de qualité, ainsi qu'en assurant la transformation

digitale de l'Entreprise et la disponibilité des services et infrastructures informatiques.

- **La Direction Communication et des Relations Institutionnelles (DCOM)** a pour mission de piloter la communication interne afin de fédérer les salariés autour des valeurs et des ambitions de Teréga et la communication externe afin d'affirmer l'image de marque, et le positionnement de Teréga comme acteur Européen de premier plan et accélérateur de la transition énergétique. La DCOM assure également la fonction de communication en situation de crise ("communication de crise").

La DCOM propose la politique de communication avec le concours des autres Directions et assure son déploiement tant en interne qu'en externe.

L'organigramme en page suivante présente l'articulation de l'ensemble de ces directions et de certains « pôles » annexes.

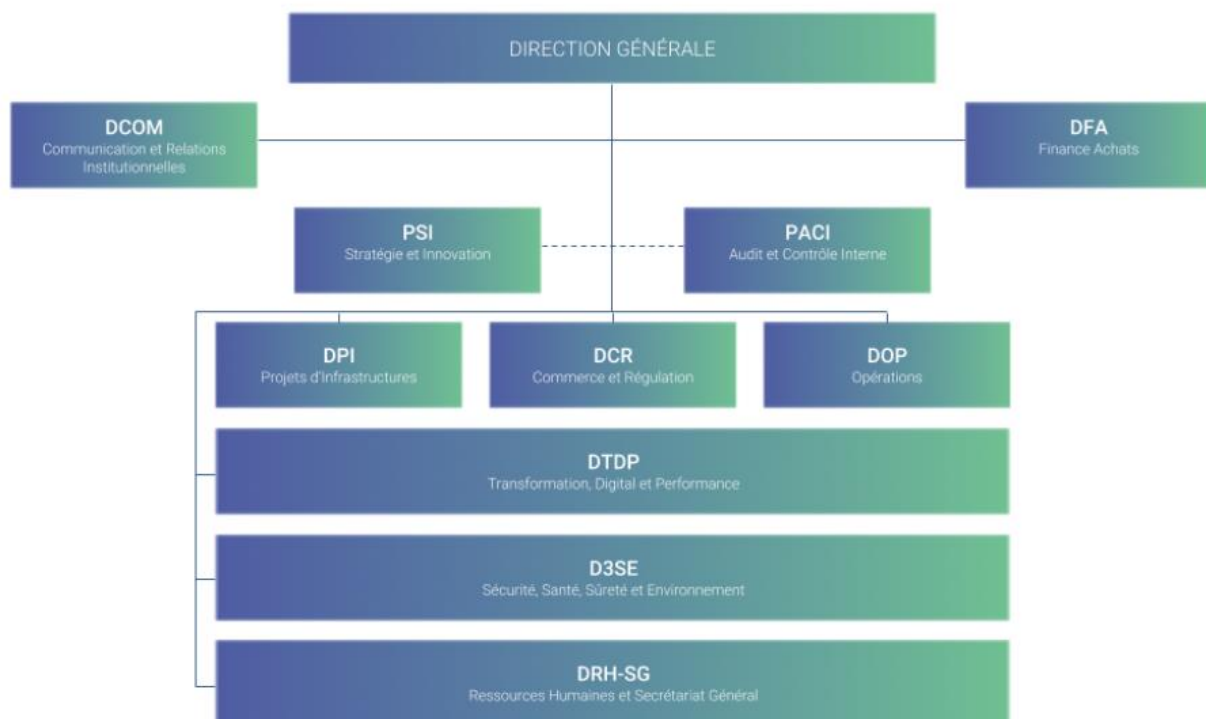


Figure 3 : Organigramme de Teréga

3.1 DESCRIPTION DE LA DIRECTION DES OPERATIONS (DOP)

La Direction des Opérations est la direction la plus importante en termes de personnel de l'entreprise réparti autour d'un pôle et trois départements :

- Un Pôle Management des Performances & Intégrité des infrastructures,
- Un Département Coordination Technique,
- Un Département Exploitation Stockage supervisant les stockages de Lussagnet et d'Izaute,
- Un Département Exploitation Transport supervisant l'ensemble du réseau de canalisations s'étendant sur 3 régions administratives. Pour cela, il s'appuie sur une Coordination Opérationnelle, 7 Territoires d'exploitation, un service Opérations Spécialisées et le Service Mouvement Gaz.

Le Pôle Management des Performances & Intégrité des infrastructures est responsable de :

- Piloter et coordonner la politique de management des performances opérationnelles et de l'intégrité portant sur les installations Transport et Stockage.
- Coordonner l'analyse et la mise en place d'actions liées aux risques industriels et à la maîtrise des opérations.
- Assurer à travers les analyses et les contrôles nécessaires l'identification et la mise en œuvre de plan d'amélioration de la performance liée à l'état des infrastructures.

Le Département Coordination Technique est responsable de :

- Définir les standards et référentiels techniques et les mettre en œuvre (hors forages et puits).
- Définir les travaux de gros entretiens et de renouvellement nécessaires.
- Assurer l'optimisation des outils et méthodes d'inspection, surveillance, contrôle, maintenance, protection cathodique et étudier et préparer leurs évolutions et structurer et contrôler leur mise en œuvre dans les activités opérationnelles.
- Réaliser les études préliminaires (y compris études de procédés) des demandes de modification et réaliser les études de compatibilité.
- Assurer une veille des technologies et innovations sur les aspects opérationnels.
- Assurer l'expertise technique concernant : la protection cathodique, les matériels, la peinture, le soudage, les machines tournantes, la mécanique, l'Electricité / Instrumentation / Automatisme (EIA) (y compris la métrologie).
- Garantir la mise à jour des données patrimoniales.
- Assurer l'interface et la coordination avec les administrations et coordonner l'obtention des autorisations.
- Mettre en place les règles, le référentiel de gestion des travaux de tiers à proximité du réseau et en assurer le contrôle.

Le Département Exploitation Transport est responsable de :

- Exploiter le réseau de transport, fournir les services associés et assurer l'interface Client/Opérateurs sur les aspects techniques.
- Assurer la mise en œuvre des référentiels santé, sécurité, sûreté et environnement dans les opérations quotidiennes sur les installations du réseau de transport.
- Réaliser la surveillance, l'inspection, la maintenance préventive ou corrective, la protection cathodique, la réparation du réseau et l'entretien du réseau afin de garantir l'intégrité et la disponibilité des installations.
- Réaliser ou superviser les travaux sur le réseau de transport.
- Encadrer la gestion des travaux de tiers à proximité du réseau.

Le Département Exploitation Stockage est responsable de :

- Exploiter les infrastructures de stockage (Conduite des installations, surveillance, entretien, coordination des opérations et travaux, mises à disposition).

- Assurer la mise en œuvre des référentiels santé, sécurité, sûreté et environnement dans les opérations quotidiennes sur les infrastructures de stockage.
- Réaliser l'inspection, la maintenance préventive ou corrective sur les installations de surface, réaliser ou superviser les opérations légères (Wire Line) sur les puits afin d'en garantir l'intégrité et la disponibilité.
- Réaliser ou superviser les travaux sur les installations de surface du stockage.
- Optimiser la gestion des réservoirs (Lussagnet et Izaute) et surveiller l'intégrité de la nappe et de la couverture.
- Assurer la maîtrise d'œuvre des opérations de forage (ingénierie, supervision).
- Développer et mettre en œuvre le référentiel technique lié au Forage et à la gestion des puits (procédures, consignes de sécurité, règles métier et conformité à la réglementation).

3.2 DESCRIPTION DE LA DIRECTION PROJETS D'INFRASTRUCTURE (DPI)

La DPI est organisée autour de :

- Un Département Réalisation Projets,
- Plusieurs Grands Projets Stratégiques,
- Un Département Supports Projets.

Les structures de type « Grands Projets Stratégiques » sont responsables, au périmètre de leur projet, de :

- Piloter les études conceptuelles et d'avant-projet.
- Piloter toutes les phases de réalisation et de travaux dans le respect des coûts, des délais fixés par la Direction de Teréga ainsi que dans le respect des exigences de Teréga en matière de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement et de développement durable.
- Favoriser l'acceptation des grands projets stratégiques par la société civile (exploitants agricoles, riverains, élus locaux, etc.).

Le Département Réalisation Projets est responsable de :

- Élaborer le plan de charge des projets d'infrastructures du département à partir des programmes pluriannuels
- En dehors des Grands Projets Stratégiques :
 - Élaborer le plan de charge des projets d'infrastructure,
 - À partir de l'étude conceptuelle, piloter toutes les phases de réalisation et de travaux dans le respect des coûts, des délais fixés par la Direction de Teréga ainsi que dans le respect des exigences de Teréga en matière de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement et de développement durable.
 - Favoriser l'acceptation des projets par la société civile (exploitants agricoles, riverains, élus locaux, etc.).

Le Département Supports Projets est responsable de :

- Suivre et contrôler le respect des engagements financiers, de planning et de méthodes des projets de Teréga.
- Appuyer les chefs de projets, notamment dans la consolidation des indicateurs d'avancement.
- Estimer les coûts des projets d'Infrastructures de l'Entreprise.
- Piloter les études conceptuelles pour l'ensemble des projets d'infrastructures.
- Supporter la réalisation de tous les projets d'infrastructures de Teréga en fournissant des ressources permettant d'assurer la supervision des travaux de réalisation et la mise en service des installations.

3.3 DESCRIPTION DE LA DIRECTION COMMERCE ET REGULATION (DCR)

La DCR est organisée autour de :

- Un Département Gestion Commerciale,
- Un Département Développement Commercial,
- Un Département Tarification, Économie, Régulation.

Le **Département Gestion Commerciale** est responsable de :

- Assurer la commercialisation des offres de transport et stockage de l'Entreprise, notamment en répondant aux sollicitations des prospects.
- Réaliser la programmation commerciale du réseau, son équilibrage et gérer les capacités transport et stockage aux points d'Interfaces (PITD, PITS, PS, PIC, PITT¹) afin de remplir les demandes des clients.
- Animer la relation avec les clients de bout en bout, de la signature des contrats jusqu'à la facturation en mesurant et assurant leur satisfaction (gestion de la qualité du gaz à la sortie du réseau, etc.).

Le **Département Développement Commercial** est responsable de :

- Identifier les opportunités et besoins d'évolution du réseau et des infrastructures de stockage en ligne avec les besoins des clients/prospects, réaliser les études préliminaires et en évaluer la pertinence.
- Identifier de nouvelles opportunités de développement pour l'Entreprise au sein des métiers historiques sur la zone géographique, et en réaliser les études préliminaires.
- Démarcher les prospects sur les activités transport, stockage et services associés, y compris dans les régions.
- Coordonner la construction des accords inter-opérateur.
- Produire le Plan d'Investissement à 10 ans.

¹ PITD : Point d'Interface Transport Distribution

PITS : Point d'Interface Transport Stockage

PITT : Point d'Interface Transport Transport

PIC : Point d'Interface Consommation

PS : Point de Sortie

Le **Département Tarification, Économie, Régulation** est responsable de :

- Préparer et conduire les dossiers avec les instances régulatrices nationales et européennes (CRE, DGEC², Union Européenne) et appuyer les différentes Directions lors de leurs échanges dans le cadre d'activités propres.
- Développer la compétitivité des offres commerciales de transport et de stockage en ligne avec l'évolution des besoins des clients.

3.3.1 Principales Interfaces Externes

Les principales interfaces externes de la DCR sont : les clients de Teréga (expéditeurs, GRD, producteurs, opérateurs adjacents, industriels) et les instances régulatrices (CRE, DGEC, Union Européenne, Collectivités locales).

3.3.2 Pilotage de la relation avec les parties prenantes stratégiques

La DCR est en charge du pilotage de la relation avec les parties prenantes stratégiques suivantes :

- Les clients et autres parties prenantes commerciales,
- La CRE et la DGEC,
- Les instances de concertation professionnelles nationales et européennes à dominante Business.

² CRE : Commission de Régulation de l'Energie

DGEC : Direction Générale de l'Energie et du Climat

4 ANNEXES

4.1 ANNEXE 1 : EXTRAIT KBIS

4.2 ANNEXE 2 : TROIS DERNIERS BILANS ET COMPTES DE RESULTATS (2017 A 2019)

ANNEXE 1 : Extrait KBis



N° de gestion 1955B00084

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 1 février 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 095 580 841 R.C.S. Pau
Date d'immatriculation 20/10/1955
Dénomination ou raison sociale **Teréga**
Forme juridique Société anonyme
Capital social 17 579 088,00 Euros
Adresse du siège 40 avenue de l'Europe 64000 Pau
Durée de la personne morale Jusqu'au 16/11/2044
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président du conseil d'administration - Directeur général - Administrateur

Nom, prénoms MOCKLY Dominique Jean Louis
Date et lieu de naissance Le 28/05/1959 à Pontarlier (25)
Nationalité Française
Domicile personnel 12 rue Daumier 75016 Paris

Administrateur

Nom, prénoms PRUZZI Franco
Date et lieu de naissance Le 01/09/1964 à Voghera (ITALIE)
Nationalité Italienne
Domicile personnel Via Madonnina 4 27050 Codevilla (ITALIE)

Administrateur

Nom, prénoms BOROMEI Paola
Date et lieu de naissance Le 11/04/1976 à Milano (ITALIE)
Nationalité Italienne
Domicile personnel Via Terraggio 15 20142 Milano (ITALIE)

Administrateur

Nom, prénoms MACHTOU Nicolas, Marc, Albert
Date et lieu de naissance Le 02/09/1975 à PARIS 14 (75)
Nationalité Française
Domicile personnel 127 boulevard de Grenelle 75015 Paris

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination EXCO FIDUCIAIRE DU SUD OUEST
Forme juridique Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Adresse 2 rue des Feuillants 31076 Toulouse
Immatriculation au RCS, numéro 540 800 406 RCS Toulouse

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination ERNST & YOUNG ET AUTRES SAS
Forme juridique Société par actions simplifiée
Adresse 12 place des Saisons Paris la Défense 1 92400 Courbevoie

Greffes du Tribunal de Commerce de Pau

3 RUE DUPLAA
BP 90338
64000 PAU

N° de gestion 1955B00084

Immatriculation au RCS, numéro 438 476 913 RCS Nanterre

Commissaire aux comptes suppléant

Dénomination EXCO & ASSOCIES
Forme juridique Société par actions simplifiée à associé unique
Adresse 42 avenue de la Grande Armée 75017 Paris 17
Immatriculation au RCS, numéro 519 767 735 RCS Paris

Commissaire aux comptes suppléant

Dénomination AUDITEX SAS
Forme juridique Société par actions simplifiée
Adresse 12 place des Saisons Paris la Défense 1 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro 377 652 938 RCS Nanterre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 40 avenue de l'Europe 64000 Pau
Activité(s) exercée(s) La société a pour activité l'exercice, en France et en Europe, de toutes opérations relatives directement ou indirectement au transport, stockage et à l'exploitation de réseaux de gaz naturel ainsi qu'à l'entretien et l'exploitation d'installations de gaz naturel liquéfié
Date de commencement d'activité 02/12/2014
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

Branche d'activité Fonds de dotation
Date de commencement d'activité 05/03/2020
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement 49 avenue Dufau BP 522 64000 Pau
Activité(s) exercée(s) La société a pour activité l'exercice, en France et en Europe, de toutes opérations relatives directement ou indirectement au transport, au stockage et à l'exploitation de réseaux de gaz naturel ainsi qu'à la construction et l'exploitation d'installations de gaz naturel liquéfié.
Date de commencement d'activité 17/11/1945
Origine du fonds ou de l'activité Création
A/ Création B/ Apport partiel d'actif : 1- moyennant un actif net de 210 000 000 F (République des Pyrénées du 24/07/1998) - 2- moyennant un actif net de 90 000 000 F (République des Pyrénées du 10/08/1998)
Précédent propriétaire exploitant
Dénomination B/ 1- ELF AQUITAINE GAZ SA
Précédent propriétaire exploitant
Dénomination B/ 2- EPIC GAZ DE FRANCE
Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement avenue de la Plaine 64140 Billère

Greffé du Tribunal de Commerce de Pau

3 RUE DUPLAA

BP 90338

64000 PAU

N° de gestion 1955B00084

Activité(s) exercée(s) Atelier de réparation et entretien du réseau de transport de gaz.
Date de commencement d'activité 01/09/1959
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement ZI Marcel Dassault 64170 Artix

Activité(s) exercée(s) Bureau, transport gaz.
Date de commencement d'activité 01/09/1959
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement 34 rue de la Plaine 64140 Billère

Activité(s) exercée(s) Toutes opérations en France et en Europe relatives directement ou indirectement à l'achat, au transport, au transit, au stockage du gaz naturel.
Date de commencement d'activité 01/06/2004
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Agen
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Montauban
R.C.S. Nanterre

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

ANNEXE 2 :

TROIS DERNIERS BILANS ET COMPTES DE RESULTATS

2017 à 2019

BILANS ET COMPTES DE RESULTATS

2017

BILAN ACTIF

En euros

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	97 532 484	61 621 748	35 910 737	38 129 361
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 917 613	668 489	6 249 124	4 408 788
- Dont immobilisations incorporelles en cours	6 249 124		6 249 124	4 408 788
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	104 450 097	62 290 237	42 159 861	42 538 150
Terrains	23 518 138	10 140 724	13 377 414	13 419 407
Constructions	94 252 268	36 149 050	58 103 218	59 643 208
Installations techniques, matériel	2 475 644 885	994 230 220	1 481 414 665	1 461 122 864
Autres immobilisations corporelles	8 247 429	4 010 208	4 237 221	3 431 828
Immobilisations en cours	136 358 056		136 358 056	85 670 684
Avances et acomptes	99 363		99 363	102 463
TOTAL immobilisations corporelles	2 738 120 138	1 044 530 201	1 693 589 937	1 623 390 454
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	1 151 433		1 151 433	1 151 433
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	56 621		56 621	91 264
TOTAL immobilisations financières (I)	1 208 054	0	1 208 054	1 242 697
Total Actif Immobilisé (II)	2 843 778 289	1 106 820 438	1 736 957 851	1 667 171 300
Matières premières, approvisionnements	23 086 638	1 563 381	21 523 256	22 923 080
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	23 086 638	1 563 381	21 523 256	22 923 080
Avances et acomptes versés sur commandes	5 233		5 233	81 063
Clients et comptes rattachés	48 308 030	358	48 307 671	52 165 864
Autres créances	2 525 761		2 525 761	2 817 381
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances (2)	50 833 790	358	50 833 432	54 983 245
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	4 170		4 170	15 999 987
Disponibilités	18 075 173		18 075 173	32 937 167
TOTAL Disponibilités	18 079 342	0	18 079 342	48 937 153
Charges constatées d'avance (2)	1 251 659		1 251 659	1 241 940
Total Actif circulant (III)	93 256 662	1 563 740	91 692 922	128 166 482
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	3 655 439		3 655 439	4 286 208
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écart de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	2 940 690 391	1 108 384 178	1 832 306 213	1 799 623 990

(1) dont à moins d'un an

(2) dont à plus d'un an 13 746

BILAN PASSIF

En euros

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	12 369	12 369
Ecart de réévaluation	150 045	150 045
Réserve légale	1 757 909	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
Autres réserves	129 556	129 556
TOTAL Réserves	2 018 383	2 018 383
Report à nouveau	(1)	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	83 178 200	81 218 346
Acompte sur Dividendes en instance d'affectation	(34 982 385)	(39 992 425)
Subventions d'investissement	38 154 222	37 359 241
Provisions réglementées	219 013 228	194 542 511
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	325 123 149	292 887 557
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	660 321	230 203
Provisions pour charges	3 610 121	3 788 926
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	4 270 442	4 019 129
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 420 018 315	1 420 018 315
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 062 444	62 329
Emprunts et dettes financières divers	897 220	757 739
TOTAL Dettes financières	1 435 977 980	1 420 838 383
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 592 890	49 517 544
Dettes fiscales et sociales	29 267 890	31 805 385
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (2)	0	555 992
TOTAL Dettes d'exploitation	66 860 780	81 878 921
Produits constatés d'avance	73 862	
Total DETTES (IV) (I)	1 502 912 622	1 502 717 304
Ecart de conversion passif (V)		
Total Général (I à V)	1 832 306 213	1 799 623 990

(1) dont à moins d'un an

(1) dont à plus d'un an

(2) dont trésorerie

102 912 622

1 400 000 000

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

En euros

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	10 001	1 600 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 840 529	6 407 294
Total des produits exceptionnels (VII)	8 850 530	8 007 294
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 365	1 867
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 560	1 154 184
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	33 386 754	32 784 851
Total des charges exceptionnelles (VIII)	33 409 679	33 940 903
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	(24 559 149)	(25 933 609)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 600 000	4 400 000
Impôts sur les bénéfices (X)	48 306 468	50 681 030
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	658 144 081	593 580 033
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	574 965 881	512 361 687
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	83 178 200	81 218 346

BILANS ET COMPTES DE RESULTATS

2018

BILAN ACTIF

En euros

BILAN-ACTIF	31/12/2018		31/12/2017	
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	536 212	5 610	530 602	
Concessions, brevets et droits similaires	114 189 267	69 621 009	44 568 258	35 910 737
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	7 277 239	668 489	6 608 751	6 249 124
- Dont immobilisations incorporelles en cours	6 608 751		6 608 751	6 249 124
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations Incorporelles	122 002 719	70 295 108	51 707 611	42 159 861
Terrains	23 951 069	11 065 899	12 885 171	13 377 414
Constructions	93 694 313	36 124 351	57 569 962	58 103 218
Installations techniques, matériel	2 701 207 028	1 083 939 276	1 617 267 752	1 481 414 665
Autres immobilisations corporelles	9 088 271	4 152 078	4 936 193	4 237 221
Immobilisations en cours	62 422 347		62 422 347	136 358 056
Avances et acomptes	89 363		89 363	99 363
TOTAL Immobilisations Corporelles	2 890 452 391	1 135 281 603	1 755 170 788	1 693 589 937
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	1 151 433		1 151 433	1 151 433
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 281		50 281	56 621
TOTAL Immobilisations Financières (I)	1 201 714	0	1 201 714	1 208 054
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	3 013 656 824	1 205 576 711	1 808 080 113	1 736 957 851
Matières premières, approvisionnements	24 651 297	2 060 591	22 590 707	21 523 256
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	24 651 297	2 060 591	22 590 707	21 523 256
Avances et acomptes versés sur commandes	13 624 138		13 624 138	5 233
Clients et comptes rattachés	69 354 706	358	69 354 347	48 307 671
Autres créances	7 045 875		7 045 875	2 525 761
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances (2)	76 400 581	358	76 400 223	50 833 432
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	1 034		1 034	4 170
Disponibilités	15 168 365		15 168 365	18 075 173
TOTAL Disponibilités	15 169 399	0	15 169 399	18 079 342
Charges constatées d'avance (2)	1 277 555		1 277 555	1 251 659
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	131 122 970	2 060 949	129 062 021	91 692 922
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	3 024 670		3 024 670	3 655 439
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I À VI)	3 147 804 464	1 207 637 660	1 940 166 804	1 832 306 213

(1) dont à moins d'un an
(2) dont à plus d'un an 2 991

BILAN PASSIF

En euros

BILAN-PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	12 369	12 369
Écarts de réévaluation	150 045	150 045
Réserve légale	1 757 909	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
Réserves réglementées		
Autres réserves	129 556	129 556
TOTAL Réserves	2 018 383	2 018 383
Report à nouveau		(1)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	66 255 921	83 178 200
Acompte sur dividendes en instance d'affectation	(32 015 914)	(34 982 385)
Subventions d'investissement	52 112 105	38 154 222
Provisions réglementées	245 688 305	219 013 228
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	351 800 301	325 123 149
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	509 197	660 321
Provisions pour charges	4 343 569	3 610 121
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	4 852 766	4 270 442
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 420 018 315	1 420 018 315
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65 074 689	15 062 444
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	1 486 895	897 220
TOTAL Dettes financières	1 486 579 899	1 435 977 980
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 164 377	37 592 890
Dettes fiscales et sociales	30 681 845	29 267 890
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (2)	24 307	
TOTAL Dettes d'exploitation	96 870 529	66 860 780
Produits constatés d'avance	63 309	73 862
TOTAL DETTES (IV) (1)	1 583 513 737	1 502 912 622
Écarts de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF (I À V)	1 940 166 804	1 832 306 213

(1) dont à moins d'un an 182 026 842
(2) dont à plus d'un an 1 401 486 895

COMPTE DE RÉSULTAT

En euros

COMPTE DE RÉSULTAT	31/12/2018		31/12/2017
	France	Exportation	
Ventes de marchandises			
Production vendue biens	20 344 037		20 344 037
Production vendue services	455 938 288		455 938 288
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	476 282 325		476 282 325
Production stockée			
Production immobilisée			168 572 467
Subventions d'exploitation			16 464
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 303 046
Autres produits			(348 630)
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			645 825 671
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Variation de stock (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			34 496 415
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(1 564 660)
Autres achats et charges externes			233 018 412
Impôts, taxes et versements assimilés			14 924 911
Salaires et traitements			40 682 867
Charges sociales			24 595 970
			112 021 236
			108 630 364
Dotations d'exploitation			
Sur actif circulant : dotations aux provisions			497 209
Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 630 791
Autres charges			6 841 103
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			467 144 255
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			178 681 417
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
Produits financiers de participations			1 296 900
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés			332
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			31 896
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)			1 297 232
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées			44 703 077
Différences négatives de change			29 186
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)			44 732 264
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			(43 435 032)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			135 246 385

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

En euros

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	18 353	10 001
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 220 982	8 840 529
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	9 239 335	8 850 530
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 185	12 365
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 281	10 560
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	35 896 059	33 386 754
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	35 904 525	33 409 679
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(26 665 190)	(24 559 149)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 000 000	4 600 000
Impôts sur les bénéfices (X)	38 325 274	48 306 468
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	656 362 238	658 144 081
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	590 106 318	574 965 881
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	66 255 921	83 178 200

ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

TERÉGA SA est une entreprise domiciliée en France, dont le siège social est sis à Pau, 40 avenue de l'Europe. Les états financiers consolidés de la Société et de ses filiales sont établis par TERÉGA Holding.

ANNEXES AUX COMPTES

Le total du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2018 avant répartition est de 1 940 166 804 euros. Le compte de résultat dégage un bénéfice de 66 255 921 euros.

BILANS ET COMPTES DE RESULTATS

2019

BILAN ACTIF

En euros

BILAN-ACTIF	31/12/2019		31/12/2018	
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	3 515 103	138 150	3 376 953	530 602
Concessions, brevets et droits similaires	123 669 479	72 045 239	51 624 240	44 568 258
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	8 972 778	668 489	8 304 289	6 608 751
- Dont immobilisations incorporelles en cours	8 304 289		8 304 289	6 608 751
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations Incorporelles	136 157 360	72 851 878	63 305 482	51 707 611
Terrains	24 887 538	11 764 155	13 123 383	12 885 171
Constructions	99 989 754	41 040 253	58 949 501	57 569 962
Installations techniques, matériel	2 834 837 904	1 178 591 450	1 656 246 454	1 617 267 752
Autres immobilisations corporelles	9 865 078	4 704 569	5 160 509	4 936 193
Immobilisations en cours	32 932 082		32 932 082	62 422 347
Avances et acomptes	84 863		84 863	89 363
TOTAL Immobilisations Corporelles	3 002 597 219	1 236 100 427	1 766 496 791	1 755 170 788
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	378 973		378 973	1 151 433
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	118 637		118 637	50 281
TOTAL Immobilisations Financières (I)	497 610	0	497 610	1 201 714
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	3 139 252 189	1 308 952 305	1 830 299 884	1 808 080 113
Matières premières, approvisionnements	27 446 607	2 224 086	25 222 520	22 590 707
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	27 446 607	2 224 086	25 222 520	22 590 707
Avances et acomptes versés sur commandes				13 624 138
Clients et comptes rattachés	60 345 471	358	60 345 112	69 354 347
Autres créances	7 925 431		7 925 431	7 045 875
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances (2)	68 270 901	358	68 270 543	76 400 223
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				1 034
Disponibilités	25 094 518		25 094 518	15 169 399
TOTAL Disponibilités	25 094 518	0	25 094 518	15 169 399
Charges constatées d'avance (2)	1 274 066		1 274 066	1 277 555
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	122 086 093	2 224 445	119 861 648	129 062 021
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	19 999 066		19 999 066	3 024 670
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écart de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I À VI)	3 281 337 347	1 311 176 750	1 970 160 597	1 940 166 804

(1) dont à moins d'un an
(2) dont à plus d'un an 1904

BILAN PASSIF

En euros

BILAN-PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	12 369	12 369
Ecart de réévaluation	150 045	150 045
Réserve légale	1 757 909	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
Réserves réglementées		
Autres réserves	129 556	129 556
TOTAL Réserves	2 018 383	2 018 383
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	67 923 844	66 255 921
Acompte sur dividendes en instance d'affectation	(34 718 699)	(32 015 914)
Subventions d'investissement	49 145 207	52 112 105
Provisions réglementées	279 143 519	245 688 305
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	381 253 756	351 800 301
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	509 197	509 197
Provisions pour charges	1 597 648	4 343 569
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 106 846	4 852 766
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 420 018 315	1 420 018 315
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65 063 349	65 074 689
Emprunts et dettes financières divers	6 552 243	1 486 895
TOTAL Dettes financières	1 491 633 907	1 486 579 899
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 704 501	66 164 377
Dettes fiscales et sociales	33 405 892	30 681 845
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	55 696	24 307
TOTAL Dettes d'exploitation	95 166 088	96 870 529
Produits constatés d'avance		63 309
TOTAL DETTES (IV) (I)	1 586 799 995	1 583 513 737
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF (I À V)	1 970 160 597	1 940 166 804
(I) dont à moins d'un an	1 586 799 995	

COMPTE DE RÉSULTAT

En euros

COMPTE DE RÉSULTAT	31/12/2019		31/12/2018
	France	Exportation	
Ventes de marchandises			
Production vendue biens	22 929 780		22 929 780
Production vendue services	477 480 875		477 480 875
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	500 410 655		500 410 655
Production stockée			
Production immobilisée			142 396 384
Subventions d'exploitation			16 464
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			6 468 050
Autres produits			184 599
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			649 459 688
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Variation de stock (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			29 994 375
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(2 795 309)
Autres achats et charges externes			219 336 460
Impôts, taxes et versements assimilés			19 236 730
Salaires et traitements			43 503 317
Charges sociales			25 765 990
		Dotations aux amortissements	117 570 269
	sur immobilisations	Dotations aux provisions	112 021 236
Dotations d'exploitation			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	163 496
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	117 000
Autres charges			9 291 121
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			462 183 449
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			187 276 239
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
Produits financiers de participations			1 296 900
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés			332
Reprises sur provisions et transferts de charges			15 200 000
Différences positives de change			0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)			15 200 000
Dotations financières aux amortissements et provisions			563 283
Intérêts et charges assimilées			59 904 062
Différences négatives de change			0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			29 186
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)			60 467 345
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			(45 267 345)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			142 008 894

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)

En euros

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	90 879	18 353
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 941 885	9 220 982
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	9 032 764	9 239 335
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	55 347	7 185
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 582 619	1 281
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	42 397 099	35 896 059
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	46 035 065	35 904 525
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	(37 002 301)	(26 665 190)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	3 600 000	4 000 000
Impôts sur les bénéfices (X)	33 482 749	38 325 274
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	673 692 452	656 362 238
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	605 768 607	590 106 318
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	67 923 844	66 255 921